L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX, No. 73 rue de Chartres. — Entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 4 MARS 1863

Nouvelle-Orléans
MERCREDI MATIN, 4 MARS.

☞ Les porteurs sont autorisés à prendre des abonnements à la semaine, à raison de 25 cents.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par R. Scott, sur la Levée en face de la rue Ste-Anne, à argenon de brick "Marie Félicité", constant en vins, vermouth, sardines, fromages, &c.

Par Keeln, à Scott, à leur encan, rue des Magasins No 73, marchandises sèches.

Par O. F. Phinney, sucre et mélasse.

Par le shériff, à la bourse et comptoir, le fonds et droits de location du magasin de bijouterie situé au No 77, rue de Chartres.

Par Hoffman & Marks à 10 heures, dans la rue de Chartres, No 41, marchandises sèches.

Par E. Roger & Co, à 10 heures, à leurs salles d'encan, mousselines, jaconets, mouchoirs batiste, valenciennes, mouchoirs batiste, &c.

Par F. H. Flynn, à onze heures, dans la rue Royale No 31, meubles.

Par M. T. Montgomery à 11 heures et demie, à la Presse à coton Mississippi, coton.

Par J. B. Creant, à 11 heures, le stock entier du magasin de meubles, rue Ste Anne, entre Bourbon et Rampart.

Par E. M. Jacobs, à 10 heures, le fonds d'une grocerie, rue des François.

Perspective d'une guerre étrangère.

Relations des E.-Unis avec la France.

Le *New York Times* envisage la question qui forme ce double titre, et, en dépit de son assurance ordinaire, il se voit forcé de convenir que, pour un motif ou pour un autre, il y a quelque danger à prédire et que tout n'est pas absolument couleur de rose du côté de l'étranger. On a étonnera après avoir lu l'article du *Times* que nous reproduisons ci-dessous, que ce même journal ait si fort approuvé la réponse de M. Seward à M. Drouyn de Lhuys, car plus la médiation de la France devenait probable, plus il était naturel d'y échapper par tout autre moyen que celui d'une brusque refus. Le *Times*, avec ses hautes prétentions à la gravité politique se montre pas moins de versatilité que ses confrères de la presse de New York, qui dans l'espace de 48 heures se livrent souvent, sur les mêmes sujets à des appréciations tout opposées. On en jugera par l'extrait suivant qui emprunte aux circonstances actuelles un puissant intérêt :

Nous sommes arrivé avec une grande répugnance à une conclusion, forcé par les événements que l'empereur des Français est déterminé à ouvrir nos ports pour l'exportation du coton avant le 1er avril et qu'il bénira la guerre, loin de la maudire, et le fera ouvertement ou deste tement de manière à lui faire espérer le contrôle des districts cotonniers sur le golfe du Mexique.

La persistance de l'intervention de Napoléon dans nos affaires, en présence du plus pressoire refus de notre part et de la réserve de l'Angleterre et de la Russie, autorisée des vues bienveillantes à la Turquie, et auxquelles il ne renoncera pas volontiers. Pendant les premières années de la guerre, il est connu aujourd hui qu'il pressa le gouvernement anglais de se joindre à lui, mais sans succès. Un nouveau dernier, il invita l'Angleterre et la Russie au même but, et invita les deux puissances récalcitrantes à des vues. Non content de cela et non découragé, il a renouvelé ses efforts — non par l'offre de médiation, mais en suggérant à notre gouvernement qu'il devrait s'offrir pour mettre un terme à la guerre. Quelle raison aurait-on de croire qu'il s'arrêtera là? Le fait même de sa persistance prouve qu'il veut persister. Il n'est pas homme à abandonner légèrement les projets qu'il a une fois arrêtés, ou à renoncer à ses desseins même qu'il lui a assignées. En premier lieu sont celles que nous avons dites. La détermination d'arrêter les progrès des États Unis vers le Sud, de soustraire à la Virginie à la nouveauté de ses ressources en matières brutes dans un seul marché, de rendre à la race latine dans ses connaissent toute sa force et tout son prestige, d'établir l'influence de la politique de Napoléon de ce côté de l'Atlantique et le projet de fonder le pouvoir de l'empereur sur les ruines de celui de Washington, tout cela règlera l'action de son gouvernement vis à vis les États Unis.

L'empereur des Français commence par déclarer au monde que son unique objet dans l'invasion du Mexique est d'obtenir l'expansion des marchés pour son coton. Dans sa lettre tortueuse à son agent, Forey, en juillet dernier, il met de ses propres mots assez clairement qu'au printemps ce coton doit être livré. Le langage de ses organes spéciaux et immédiats, celui de la *Nation*, le tour de l'*Avenir*, le ton récent changement de langage ministériels, et se reconnaissent de langage de la presse libérale, se combinent pour montrer que telle est la politique que l'Empereur des Français est décidé à faire triompher.

Nous savons que le gouvernement français abonde en promesses sur la manière dont il répudie toute intervention hostile et tout cela nous n'attachons pas la moindre importance. C'est une partie du système, partie essentiel de probablement, pour l'empereur. Quelque a suivi avec attention ce qu'il redoute. Quelque a suivi avec attention ce qu'il redoute. Personne, je suppose, ne saurait douter sous le fonds de la duplicité, ne soient les actes que la fraude la plus grossière ne soient les actes secondaires de la diplomatie française. Nous n'avons pas besoin d'invoquer pour le prouver d'autre fait que celui de la médiation. Le 6 novembre dernier, M. Drouyn de Lhuys a M. Mercier, de la manière la plus pressive, que le Dayton, de la manière la plus pressive, que le gouvernement français n'avait nulle pensée d'intervention, soit séparément, soit de concert avec d'autres, que jusqu'alors rien n'avait été résolu à cet égard. Au moment où cette assurance fut donnée, le gouvernement anglais n'avait pas encore pris possession de la note du 25 octobre (trente jours auparavant) qui proposait une médiation conditionnelle dans nos affaires. Il ne semble pas facile d'imaginer une manière plus positive et plus claire que celle qui était employée dans l'assertion faite par le ministre français devant M. Dayton.

Cet incident fut immédiatement suivi d'un autre du même genre : Le 25 novembre, M. Drouyn de Lhuys informe par écrit M. Dayton que le conseil fait à la proposition par les cabinets de Londres et de St. Petersbourg, empêchait le gouvernement français de penser à aucune démarche ultérieure. Il ajoute que si, plus tard, les Américains désirent l'assistance de la France pour mettre un terme au conflit, ils trouveront pour mettre un terme au conflit, ils trouveront pour l'Empereur toujours disposé à la leur prêter.

Six semaines après l'expression de ces pacifiques assurances, M. Drouyn de Lhuys presentait à l'empereur la suggestion que nous devrions nommer des commissaires pour combiner, avec les commissaires des rebelles, les conditions de la guerre et pour décider si la liberté serait détruite ou non. Et cela était fait, non seulement sans qu'il y eut eu invitation, ou même sans la connaissance de notre part, mais en face d'un avertissement contraire par M. Seward à M. de Mercier, dans sa lettre du 28 novembre, que si Dayton, dans sa lettre du 28 novembre, que si M. Mercier lui aucune autre personne n'avait la moindre parole d'aucune autorité des États Unis, pour représenter à son gouvernement que le président serait disposé à considérer pas propo sition de quelque puissance étrangère que ce fut, concernant l'action du gouvernement dans la conduite de nos affaires domestiques.

C'est le contraire, en effet, qui a eu lieu, aujourd'hui, dans tout ce qui s'est passé entre ce dernier et les ministres résidant à Washington. Après cela, comment attacher la moindre importance à la promesse du gouvernement français puisse aux professions du gouvernement français à ce sujet N'est il pas clair qu'elles seront reconnues à avenir pour nous avertir sur les intentions à venir pour nous avertir sur les intentions véritables vues de l'Empereur et lui donner la facilité d'en préparer l'accomplissement.

Nous ne supposons pas que le seul motif de l'Empereur, dans sa politique d'intervention, soit le désir de se procurer des approvisionnements de coton. C'est là simplement un prétexte, mais suffisamment saisonné pour couvrir ses vues secrètes. Il travaille pour faire à la France un avenir. Il voit que tout est mûr pour la réalisation des idées de son oncle, idées concernant l'émancipation des idées de son oncle, idées concernant l'émancipation des colonies, et portantes pour la France d'avoir des colonies, et l'absolue nécessité d'empêcher l'Angleterre et les États Unis d'avoir le monopole du coton dans l'Inde et en Amérique.

Le mouvement est une partie essentielle de sa politique mexicaine et propre substantiellement sur les mêmes principes. En premier lieu sont celles que nous avons dites. La détermination d'arrêter les progrès des États Unis vers le Sud, de soustraire à la Virginie à la nouveauté de ses ressources en matières brutes dans un seul marché, de rendre à la race latine dans ses connaissent toute sa force et tout son prestige, d'établir l'influence de la politique de Napoléon de ce côté de l'Atlantique et le projet de fonder le pouvoir de l'empereur sur les ruines de celui de Washington, tout cela règlera l'action de son gouvernement vis à vis les États Unis.

L'empereur des Français commence par déclarer au monde que son unique objet dans l'invasion du Mexique est d'obtenir l'expansion des marchés pour son coton. Dans sa lettre tortueuse à son agent, Forey, en juillet dernier, il met de ses propres mots assez clairement qu'au printemps ce coton doit être livré. Le langage de ses organes spéciaux et immédiats, celui de la *Nation*, le tour de l'*Avenir*, le ton récent changement de langage ministériels, et se reconnaissent de langage de la presse libérale, se combinent pour montrer que telle est la politique que l'Empereur des Français est décidé à faire triompher.

Nous savons que le gouvernement français abonde en promesses sur la manière dont il répudie toute intervention hostile et tout cela nous n'attachons pas la moindre importance. C'est une partie du système, partie essentielle probablement, pour l'empereur. Quelque a suivi avec attention ce qu'il redoute. Quelque a suivi avec attention ce qu'il redoute. Personne, je suppose, ne saurait douter sous le fonds de la duplicité, ne soient les actes que la fraude la plus grossière ne soient les actes secondaires de la diplomatie française. Nous n'avons pas besoin d'invoquer pour le prouver d'autre fait que celui de la médiation. Le 6 novembre dernier, M. Drouyn de Lhuys a M. Mercier, de la manière la plus pressive, que le Dayton, de la manière la plus pressive, que le gouvernement français n'avait nulle pensée d'intervention, soit séparément, soit de concert avec d'autres, que jusqu'alors rien n'avait été résolu à cet égard. Au moment où cette assurance fut donnée, le gouvernement anglais n'avait pas encore pris possession de la note du 25 octobre (trente jours auparavant) qui proposait une médiation conditionnelle dans nos affaires. Il ne semble pas facile d'imaginer une manière plus positive et plus claire que celle qui était employée dans l'assertion faite par le ministre français devant M. Dayton.

Cet incident fut immédiatement suivi d'un autre du même genre : Le 25 novembre, M. Drouyn de Lhuys informe par écrit M. Dayton que le conseil fait à la proposition par les cabinets de Londres et de St. Petersbourg, empêchait le gouvernement français de penser à aucune démarche ultérieure. Il ajoute que si, plus tard, les Américains désirent l'assistance de la France pour mettre un terme au conflit, ils trouveront pour l'Empereur toujours disposé à la leur prêter.

Six semaines après l'expression de ces pacifiques assurances, M. Drouyn de Lhuys presentait à l'empereur la suggestion que nous devrions nommer des commissaires pour combiner, avec les commissaires des rebelles, les conditions de la guerre et pour décider si la liberté serait détruite ou non. Et cela était fait, non seulement sans qu'il y eut eu invitation, ou même sans la connaissance de notre part, mais en face d'un avertissement contraire par M. Seward à M. de Mercier, dans sa lettre du 28 novembre, que si Dayton, dans sa lettre du 28 novembre, que si M. Mercier lui aucune autre personne n'avait la moindre parole d'aucune autorité des États Unis, pour représenter à son gouvernement que le président serait disposé à considérer pas propo sition de quelque puissance étrangère que ce fut, concernant l'action du gouvernement dans la conduite de nos affaires domestiques.

C'est le contraire, en effet, qui a eu lieu, aujourd'hui, dans tout ce qui s'est passé entre ce dernier et les ministres résidant à Washington. Après cela, comment attacher la moindre importance à la promesse du gouvernement français puisse aux professions du gouvernement français à ce sujet N'est il pas clair qu'elles seront reconnues à avenir pour nous avertir sur les intentions à venir pour nous avertir sur les intentions véritables vues de l'Empereur et lui donner la facilité d'en préparer l'accomplissement.

Nous ne supposons pas que le seul motif de l'Empereur, dans sa politique d'intervention, soit le désir de se procurer des approvisionnements de coton. C'est là simplement un prétexte, mais suffisamment saisonné pour couvrir ses vues secrètes. Il travaille pour faire à la France un avenir. Il voit que tout est mûr pour la réalis